

## **Les jeunes LGBTQI face aux violences et aux discriminations : un enjeu de droit et de santé publique**

*La Journée internationale de lutte contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie (17 mai) devrait être l'occasion d'attirer l'attention sur la situation des jeunes LGBTQI en France et en Europe.*

Il y a deux ans, la France ouvrait le mariage aux couples de même sexe, une mesure soutenue par Le Planning Familial. Si le défi législatif a été relevé, il faut désormais redoubler d'efforts en matière d'éducation et de prévention des discriminations et des violences contre les personnes LGBTQI (Lesbiennes-Gay-BiEs-Trans-Queer-Intersexes), et notamment auprès des jeunes générations.

Le Planning Familial, qui intervient sur le terrain lors de ses permanences et ses séances d'éducation à la sexualité, s'alarme en effet des discriminations spécifiques dont sont victimes les jeunes LGBTQI : insultes, rejet, exclusion, violences... Comme le soulignait l'INPES en 2014, ces discriminations à caractère homophobe se caractérisent notamment par la faiblesse du soutien de la famille (pouvant aller jusqu'aux mauvais traitements durant l'enfance), la faible intervention des adultes par crainte de « contagion » du stigmatisme (...) et la précocité des préjudices.<sup>1</sup>

À un âge où l'affirmation et la construction de soi sont des enjeux importants, cette situation est lourde de conséquences : aujourd'hui encore, les jeunes LGBTQI présentent un risque de suicide nettement plus élevé que la population générale du même âge<sup>2</sup>. Au quotidien, cela peut également décourager les jeunes LGBTQI à la recherche de conseils et d'un suivi médical adapté. C'est particulièrement vrai pour les jeunes lesbiennes, dont les difficultés sont restées longtemps invisibles – le terme « lesbophobie » vient seulement de faire son entrée dans « Le Petit Robert 2015 » et il ne figure toujours pas dans le nom officiel de la journée internationale du 17 mai.

Il s'agit donc d'un enjeu important en termes de droit et de santé publique, qui appelle des mesures ambitieuses, aussi bien du côté de la Santé que de l'Education nationale, et notamment :

- La formation des professionnels-les de l'éducation et de la santé aux questions des discriminations contre les personnes LGBTQI
- La mise en œuvre effective des trois séances d'éducation à la sexualité par an par tranche d'âge, du CP à la Terminale – conformément à la loi de 2001 et à la circulaire de 2003<sup>3</sup>
- Le soutien, y compris financier, et le renforcement des liens inter-associatifs pour lutter ensemble contre l'homophobie et le sexisme

Pour Le Planning Familial, qui a fait de l'engagement des jeunes une priorité, il est nécessaire de prendre en compte les réalités de vie des jeunes LGBTQI. L'association y veillera... tous les jours de l'année !

**« Le genre de l'injure ».** Mardi 19 mai à partir de 18h30, Le Planning Familial organise un apéro-débat sur les injures contre les personnes LGBTQI, leurs liens avec le sexisme et leur signification. En présence de Christine Bard, professeure d'histoire contemporaine à l'Université d'Angers, qui dirige le programme de recherche GEDI - Genre et discriminations sexistes et homophobes. 4, Square Saint-Irénée, 75011 Paris. Inscriptions : [secretariat@planning-familial.org](mailto:secretariat@planning-familial.org)

**Contacts :** Carine Favier # 06 88 52 09 10 & Véronique Séhier # 06 86 65 25 19

<sup>1</sup> Les minorités sexuelles face au risque suicidaire, INPES 2014 <http://www.inpes.sante.fr/CFESBases/catalogue/pdf/1291.pdf>

<sup>2</sup> Ibid.

<sup>3</sup> Loi du 4 juillet 2001 relative à l'interruption volontaire de grossesse et à la contraception et Circulaire n°2003-027 du 17-2-2003

